

**Délibération n° 2017-02-23/3**

**Objet : Adoption du nouveau règlement du port de Pérols**

**DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL  
VILLE DE PEROLS  
CONSEIL MUNICIPAL DU 23 FÉVRIER 2017**

L'an deux mille dix-sept, le vingt-trois février,

Le Conseil municipal de la commune de Pérols (Hérault), régulièrement convoqué le dix-sept février, s'est réuni dans la salle Gilbert Marchal ;

**Présents :** J.P Rico, Maire

Mesdames et Messieurs : M. Marcou - B. Conte Arranz - F. Bertouy – X. Mirault - C. Pistre – J. Taverne  
M. Pellet - J.M Malek - P. Nivesse - O. Boudet - C. Moreteau - B. Rodriguez - S. Riscal – M. Litton –  
F. Boyer - J.M Leindeckers – B. Deltour – R. Casas Mateu – G. Della Ragione - C. Germain - A. Estève -  
C. Prost - A. Jamet – S. Waselynck - I. Gianiel

**Absents représentés :** G. Riguidel excusé pouvoir à B. Conte Arranz - A. Conesa excusé pouvoir à F. Bertouy

**Absent :** B. Lledo

---

***Monsieur Michel Litton, conseiller municipal, rapporte :***

Le décret n°2015-458 du 23 avril 2015 relatif aux mesures nécessaires pour mettre fin au danger ou à l'entrave prolongée que présente un navire abandonné a accru les pouvoirs de l'autorité portuaire en lui conférant notamment le droit de déplacer, détruire et évacuer les produits d'une cargaison.

« Art. 2.-Lorsqu'un navire abandonné présente un danger ou occasionne l'entrave prolongée mentionnée à l'article L. 5141-1 du même code, les mesures nécessaires pour y mettre fin que les autorités désignées à l'article 3 peuvent prescrire au propriétaire, à l'armateur ou à l'exploitant, ou au représentant que l'un ou l'autre a le cas échéant désigné et, en cas d'abstention de leur part dans le délai qu'elles fixent, exécuter elles-mêmes, comprennent notamment le déplacement et, le cas échéant, la destruction du navire, ainsi que l'évacuation des produits de la cargaison présentant un risque pour le milieu environnant. »

L'article L.5141-2 du Code des Transports stipule que « L'abandon par le propriétaire, l'armateur ou l'exploitant résulte de l'absence d'équipage à bord ou de l'inexistence de mesures de garde et de manœuvre ».

Il est proposé au Conseil municipal d'adopter un nouveau règlement de police du port qui prévoit en son chapitre V la mise en œuvre de la procédure prévue le décret visé ci-dessus en permettant le dépôt dans une zone de stockage temporaire située dans la Darse des bateaux en situation d'abandon.

L'exposé de Monsieur Litton entendu et après en avoir délibéré, le Conseil municipal à l'unanimité :

- ✦ Adopte le nouveau règlement du port tel qu'annexé à la présente délibération.
- ✦ Dit que la délibération sera publiée au recueil des actes administratifs mentionné à l'article R.2121-10 du code général des collectivités territoriales.

*La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.*

Fait à Pérols,  
pour extrait conforme le 23 février 2017

Le Maire

Jean-Pierre RICO

